

Elections au Burundi : l'UE craint "une situation de confrontation violente"

@rib News, 22/04/2010 - Source AFP Les élections générales qui vont se dérouler à partir de mai au Burundi sont "primordiales pour boucler le processus de paix" dans le pays, a déclaré le représentant spécial de l'Union européenne (UE) pour les Grands Lacs, Roeland Van de Geer. "Les élections sont absolument primordiales au Burundi pour boucler le processus de paix", a déclaré mercredi soir à Bujumbura le représentant européen. "(...) Si les élections ne sont pas bien gérées, si le résultat est une catastrophe, on va retomber dans une situation de confrontation violente", a-t-il prévenu.

M. Van de Geer est arrivé à Bujumbura dimanche, après une tournée qui l'a conduite notamment en Ethiopie, en Ouganda, au Rwanda et en République démocratique du Congo (RDC). "Après une brève visite au Burundi, j'ai constaté une évolution très encourageante, (...) mais on a encore des inquiétudes, notamment le danger de violences, y compris les violences à travers les groupes de jeunesse des partis politiques", a-t-il relevé. M. Van de Geer a également souligné "les défis" que constituent "la lutte contre la corruption, la lutte contre l'impunité et la nécessité de continuer à assurer l'espace politique pour l'opposition et l'espace public pour la société civile et pour la presse". "Le Burundi a une tradition d'organiser les élections impeccables, mais c'est après les élections qu'il y a des problèmes", a estimé le diplomate européen. "(...) C'est pourquoi nous allons déployer 83 observateurs pour les élections et 30 autres de longue durée qui vont suivre le processus électoral avant, pendant et après les élections", a-t-il annoncé. "On va avoir une série d'élections avec notamment la RDC, le Rwanda et l'Ouganda et malheureusement on a vu les élections au Kenya. Je crois que c'est primordial pour la région d'avoir donc un bon exemple du Burundi", a encore souligné M. Van de Geer. Le Burundi, qui tente de sortir de 13 ans de guerre civile qui ont fait plus de 300.000 morts, va organiser à partir du 21 mai, une série de cinq scrutins dont une présidentielle et des législatives. NDIRA : Pour rappel, le 30 juillet 2009 ARIB.INFO avait publié en exclusivité un rapport ultraconfidentiel émanant du secrétariat général du Conseil de l'UE et de la Commission européenne, intitulé « Document d'orientation conjoint sur la politique européenne au Burundi », dans lequel l'UE dénonçait déjà une "dérive autoritaire" du parti présidentiel, le CNDD-FDD du président Pierre Nkurunziza. Le risque de violences postélectorales au Burundi en termes on ne peut plus clairs : "Le Burundi entre dans une nouvelle phase avec la préparation des élections générales dans un climat qui s'annonce tendu et avec un risque élevé de violence de la part des factions politiques perdantes. La tentation est forte du côté du parti au pouvoir, le CNDD-FDD (Conseil national pour la Défense de la Démocratie-Forces pour la Défense de la Démocratie), d'organiser un scrutin "à sa main". Le risque de violences postélectorales est jugé important, compte tenu du système politique du type "the winner takes all". Lire l'intégralité du Document